

# DÉCODER LE MONDE

CHAQUE MOIS, UN SUJET LIÉ À L'ACTUALITÉ DES DROITS HUMAINS OU À L'ÉVOLUTION DE NOS SOCIÉTÉS, À DISCUTER DANS VOTRE GROUPE AMNESTY.

AVRIL 2022

Même un monument comme « Maus », d'Art Spiegelman, en a fait les frais. Depuis la pandémie, les conseils d'école, qui choisissent les livres destinés aux élèves, intensifient la mise à l'index des ouvrages traitant de sexe, de genre ou de « race ».

Une idée d'article pour un prochain DcoD le monde  
Envie qu'on y aborde telle thématique ?  
Adressez propositions et requêtes  
à [acaudron@amnesty.be](mailto:acaudron@amnesty.be).

---

## AUX ÉTATS-UNIS, DES LIVRES RENOYÉS DE L'ÉCOLE

Par Raphaëlle Besse Desmoulières, *Le Monde*, le 20 mars 2022

**Une cancel culture majoritairement pratiquée par le camp conservateur.**

Mary Ellen Cuzela s'approche du pupitre en bois. Au micro, sa voix est parfaitement calme, mais une colère froide l'anime. Cette habitante de Katy, dans la banlieue de Houston (Texas), aux États-Unis, fait face aux membres du conseil d'école dont ses enfants dépendent. C'est une réunion de routine, une parmi d'autres, un soir de novembre 2021, mais, pour elle, c'est enfin l'occasion de se faire entendre. « *Nous avons besoin de votre aide et d'un plan d'action immédiat pour nettoyer les livres obscènes, vulgaires et pornographiques qui se trouvent actuellement dans les bibliothèques* » des établissements du district, lance-t-elle. Dans sa main droite, *Me and Earl and the Dying Girl*, de Jesse Andrews, que les lycéens de Katy peuvent trouver dans leurs écoles.

Un roman où deux copains de terminale bidouillent un film pour une amie atteinte d'un cancer. « *Je veux savoir comment ce livre a été approuvé et qui l'a approuvé* », intime Mary Ellen Cuzela. Elle ouvre le livre, trouve la page qu'elle avait préalablement sélectionnée et lit quelques extraits, dont un dialogue entre les deux jeunes qui parlent de

« bouffer de la chatte », avant que le narrateur note qu'il arrive souvent à l'un d'eux d'être « vraiment grossier ». Elle n'ira pas plus loin, l'affaire est entendue pour elle. « Et ce n'est qu'un seul livre. Il y en a plusieurs centaines que nous devons vérifier dans nos bibliothèques », conclut-elle, sous les applaudissements.

## Ce qui peut être lu – ou pas

La scène, filmée, a fait le tour des médias. La stratégie s'est avérée payante. En février, le conseil d'école avait retiré dix ouvrages, dont *Me and Earl and the Dying Girl*, sous prétexte de « vulgarité généralisée ». Texas, Arizona, Wisconsin,



Colorado, Pennsylvanie, Floride, Illinois... Pas une semaine ne passe sans que la presse locale ou nationale ne se fasse l'écho d'un *banned book*, un livre supprimé d'un programme scolaire ou des rayonnages d'une école à la suite d'une plainte de parents. C'est une cancel culture à la sauce conservatrice. Sexe, identité sexuelle, genre, racisme, les prétextes sont multiples et les titres censurés nombreux, comme *Beloved*, de Toni Morrison, *La Servante écarlate*, de Margaret Atwood, *All Boys Aren't Blue*, de George M. Johnson, ou encore *La haine qu'on donne*, d'Angie Thomas.

Quelle n'a pas aussi été la surprise du dessinateur de bande dessinée Art Spiegelman d'apprendre, en janvier, que son *Maus*, monument de la BD sur la Shoah, prix Pulitzer 1992, ne serait plus étudié par les élèves de 4e d'un collège du Tennessee. À l'unanimité, le conseil d'école a qualifié le contenu de « vulgaire » et d'« inapproprié » – pour huit gros mots et une image de femme nue. Dans le camp progressiste, les attaques existent aussi mais sont moins nombreuses. Le grand classique d'Harper Lee, *Ne tirez pas sur l'oiseau moqueur*, prix Pulitzer 1961, est ainsi régulièrement mis en cause ou proscrit pour « la mise en scène d'un personnage de "sauveur blanc" et la perception du vécu des personnes noires ».

Rouages essentiels d'un système éducatif public américain largement décentralisé, les conseils d'école sont composés de membres élus par la population dans la plupart des États. Ces *school boards* ont un rôle-clé : ce sont eux qui définissent les politiques éducatives et ce qui peut être lu – ou non. Dans un pays toujours aussi profondément divisé dix-huit mois après la défaite de Donald Trump et la victoire de Joe Biden, ces instances se sont transformées en nouveaux champs de bataille idéologique et les manuscrits sont pris en otage. Dans plusieurs États s'exprime la volonté de contrôler au plus près ce qui se passe dans les salles de classe.

## Au nom des « valeurs de la communauté »

Ces dernières années, des projets de loi ont par exemple été déposés, au niveau local, pour interdire l'enseignement dans les écoles de sujets comme la *critical race theory*, que les républicains abhorrent. Cette notion, forgée dans les années 1970 et qui vise à montrer le caractère systémique des discriminations, est pourtant essentiellement étudiée à l'université. En Floride, un texte, surnommé par ses opposants « *Don't say gay* », vise à très fortement restreindre ce que les professeurs peuvent enseigner en termes « d'orientation sexuelle ou d'identité de genre ». Adopté par le Sénat et la Chambre des représentants de l'État, il n'attend que la signature du gouverneur, ce qui devrait être une formalité.

La triste palme du livre le plus ciblé a été remportée en 2020 et pour la troisième année d'affilée par *George*, d'Alex Gino, selon le décompte de l'Association des bibliothèques américaines (American library association). Le roman raconte l'histoire d'un petit garçon qui a une certitude : celle d'être une fille. Il est attaqué pour différents motifs : « contenu LGBTQIA + », « en conflit avec un point de vue religieux » ou encore parce qu'il ne reflète pas « les valeurs de la communauté ». En deuxième position se trouve *Stamped : Racism, Antiracism, and You* de Jason Reynolds et Ibram X. Kendi, qui critiquent la façon dont les États-Unis n'ont pas, selon eux, réussi à s'attaquer à la question du racisme dans le pays.

« Nous assistons à un phénomène nouveau lié à cette campagne politique autour de ce qu'on appelle la critical race theory, qui est utilisée comme faux prétexte pour s'en prendre à des livres qui offrent des perspectives alternatives sur l'histoire du racisme et de l'esclavage », dénonce Deborah Caldwell-Stone, une responsable de l'Association des librairies américaines. Cette dernière rappelle que le choix d'utiliser ces œuvres littéraires n'est pas le résultat d'un processus aléatoire.

« Il y a des critères fondés sur des objectifs éducatifs précis, explique-t-elle. Pour de nombreux élèves, la bibliothèque de l'école est la seule disponible. Les professionnels de l'éducation choisissent donc des livres qui répondent à leurs besoins sociaux et émotionnels. » Bibliothécaires et enseignants se retrouvent souvent bien seuls. La peur de la polémique, d'être calomnié, de perdre son emploi peut pousser certains à faire disparaître les manuscrits des étagères à la première contestation ou, tout simplement, à ne plus utiliser ceux qui sont les plus attaqués.

### Une augmentation spectaculaire

La pratique des *banned books* n'est pas nouvelle. Sexe, avortement, théorie de l'évolution... : déjà, dans les années 1980, des écrits étaient mis à l'index par des parents mécontents. Vingt ans plus tard, la série de *Harry Potter* a connu le même sort un peu partout dans le pays. La raison ? Des familles chrétiennes dénonçaient une valorisation de l'occulte et de la sorcellerie. Mais une vigueur nouvelle s'exprime ces temps-ci. L'Association des bibliothèques américaines a recensé 330 manuscrits mis en cause ou interdits en quatre mois, entre septembre et décembre 2021. En 2019, dernière année au cours de laquelle les écoles ont été complètement ouvertes, avant la pandémie, elle en avait comptabilisé 377.

« Nous pensons que les chiffres vont doubler, indique Deborah Caldwell-Stone. Cela témoigne d'une augmentation spectaculaire. » À l'échelle d'un pays-continent, le chiffre peut sembler faible, mais chaque appel à la censure suscite un énorme écho sur les réseaux sociaux. En ligne, on trouve des argumentaires tout faits et des listes prêtes à l'emploi. Celle de Matt Krause, élu républicain de la Chambre des représentants du Texas, a fait les gros titres à l'automne. Y sont répertoriés pas moins de 850 ouvrages qui « pourraient amener les élèves à ressentir de la gêne, de la culpabilité, de l'angoisse ou toute autre forme de détresse psychologique en raison de leur race ou de leur sexe ».

« Cinq des six romans que j'ai écrits sont sur cette liste », glisse Bill Konigsberg, auteur de livres jeunesse. L'écrivain de 51 ans, cheveux ras et barbe poivre et sel, en rigolerait presque s'il ne jugeait l'initiative désolante. « Ce qui est intéressant, c'est que le seul qui n'y est pas est celui dont le personnage principal est hétérosexuel. » Cet ancien journaliste sportif se souvient de sa propre adolescence dans un lycée du Bronx, à New York, où il a grandi, et du sentiment de solitude qui l'habitait. « Je savais que j'étais gay, mais c'était les années 1980, il n'y avait pas de livres ni de séries télévisées avec des gays. J'avais l'impression d'être le seul à vivre ce que je vivais, se remémore-t-il. C'est ce qui m'a poussé à écrire, pour que les adolescents comprennent que ce qu'ils expérimentent n'est pas anormal. »

Son dernier manuscrit, *The Bridge*, traite de la dépression et des pensées suicidaires chez les jeunes. Bill Konigsberg se dit « blessé » de voir qu'un couple texan a récemment jugé qu'il fallait l'interdire. Il leur a répondu dans une longue

lettre publiée sur son site Internet. « *Il y a des enfants déprimés, isolés et à risque partout, écrit-il. Il y a des gamins LGBTQ partout. Retraucher des livres de la bibliothèque scolaire n'y changera rien ; cela ne fera que leur rendre la vie plus difficile encore.* »

## Une machine bien huilée

Mais pour les détracteurs de ces publications, il y a urgence à agir et à s'organiser. « *La pandémie a rendu les gens moins disposés à tolérer la différence, souligne Jonathan Friedman, de l'association PEN America, qui lutte pour la liberté d'expression. Cette frustration ressort maintenant et cela risque de produire encore plus d'agressivité.* » En janvier 2021, Moms for Liberty est ainsi née en Floride. À sa tête, deux femmes, Tiffany Justice et Tina Descovich. Deux mères de famille de respectivement quatre et cinq enfants, elles-mêmes anciennes élues de leur conseil d'école.

« *On voyait arriver des parents vraiment très contrariés et on s'est dit qu'il fallait intervenir en amont, que ce n'était pas normal que ça se passe ainsi, qu'il fallait leur apprendre à utiliser le système qui devrait travailler pour eux* », raconte Tiffany Justice. La quadragénaire au brushing toujours impeccable est désormais difficile à joindre. Elle répond aux journalistes, au volant de sa voiture, entre deux rendez-vous. En un peu plus d'un an, Moms for Liberty, farouchement opposée au masque à l'école, est devenue une machine bien huilée qui revendique 174 groupes locaux et 70 000 à 75 000 adhérents.

Les chiffres sont invérifiables, mais ses membres ont une réelle capacité à faire du bruit, souvent sur fond de polémique. « *Nous n'essayons pas d'interdire des livres, soutient Tiffany Justice. Mais les enfants ne doivent pas être exposés au sexe tout le temps. Or ces livres sont disponibles dans les bibliothèques des écoles primaires et des collèges. Pour nous, il est clair que ce sont les parents qui doivent en parler à leur enfant. L'important n'est pas de savoir s'il s'agit d'un homme avec un homme, d'un homme avec une femme ou d'une femme avec une femme, il s'agit du sexe en général.* »

Sur son site Internet, une autre organisation, No Left Turn in Education, répertorie les ouvrages « *utilisés pour diffuser des idéologies radicales et racistes aux élèves* », qui « *rabaisent notre nation et ses héros, révisent notre histoire et nous divisent en tant que peuple dans le but d'endoctriner les enfants avec une idéologie dangereuse* ». Sa fondatrice, Elana Yaron Fishbein, refuse de parler de censure. « *Nous sommes pour la liberté, d'ailleurs, les gens peuvent aller acheter ces livres en ligne ou dans une librairie* », affirme cette mère au foyer qui vit dans la banlieue de Philadelphie. « *Les enfants qui n'ont pas d'argent, c'est dans une bibliothèque scolaire qu'ils ont accès aux livres, note l'écrivain Bill Konigsberg. Donc si, c'est de la censure.* »

## Un potentiel électoral certain

Moms for Liberty comme No Left Turn in Education se définissent comme des associations non partisans. « *Beaucoup d'Américains se sentent politiquement orphelins parce que les gens que nous avons élus nous ont laissés tomber, considère Tiffany Justice, sympathisante des républicains. Les parents devraient avoir le droit fondamental de diriger l'éducation de leurs enfants. Je me fiche que vous soyez démocrate ou républicain, si vous êtes à mes côtés et soutenez les droits parentaux, alors je voterai pour vous.* » Les politiques, eux, ont bien perçu le potentiel électoral de ce mouvement.

Le républicain Glenn Youngkin en a même fait un élément de sa campagne pour devenir gouverneur de Virginie, en novembre. Sa victoire incite certains de ses collègues conservateurs à se saisir de cette thématique en vue des élections de mi-mandat, en novembre. Les mères de famille, de banlieue notamment, sont particulièrement courtisées.

« *Nous vivons actuellement une période de polarisation intense et une véritable guerre culturelle, déclare Jonathan Friedman, de PEN America. Beaucoup de politiciens pensent que c'est un sujet gagnant et n'hésitent pas à s'en servir. Le camp des conservateurs met beaucoup d'énergie dans cette affaire quand, en face, les libéraux ne s'attendaient pas à se battre sur ce terrain.* »

Jeffrey Henig, professeur de sciences politiques à l'université Columbia, est plus optimiste. Selon lui, il existe dans le pays « *une majorité silencieuse plus progressiste, plus cosmopolite* », opposée à la pratique des *banned books*. Il en veut pour preuve un sondage pour CBS News paru en février, selon lequel plus de huit Américains sur dix pensent que les ouvrages qui parlent du racisme, ont une lecture critique de l'histoire des États-Unis ou abordent des idées politiques avec lesquelles ils sont en désaccord ne devraient pas être interdits dans les écoles. « *Pour le moment, ces personnes ne se mobilisent pas ou peu, mais cela pourrait changer au cours des prochains mois, lorsque les démocrates auront trouvé comment leur parler* », pointe l'universitaire.

### **Des poches de résistance**

Ici et là, des petites poches de résistance apparaissent cependant. Face à des groupes tels que Moms for Liberty, d'autres émergent comme les Red Wine & Blue. « *On n'est plus dans les années 1950. Chaque enfant devrait être équipé pour le XXI<sup>e</sup> siècle, ce qui signifie apprendre la vraie histoire (et non des contes de fées) et respecter les gens au-delà de nos différences* », proclame leur site Internet. Tous les mardis soir, rendez-vous est donné par visioconférence pour une formation « *troublemaking training* », ou comment apprendre pendant une heure à se mettre en ordre de marche quand des parents tentent de faire interdire un manuscrit.

À Austin, au Texas, deux élèves de 2<sup>de</sup> ont également pris le taureau par les cornes. Comme un pied de nez à leur conseil d'école, Ella Scott et Alyssa Hoy, du haut de leurs 16 ans, ont lancé il y a quelques mois un Banned Book Club. Le petit groupe se retrouve tous les quinze jours dans la bibliothèque du lycée pour discuter d'un des romans mis au ban ces derniers mois par le conseil d'école. Contactées par visioconférence, les deux copines affichent à l'écran un grand sourire et une assurance de pro. « *Quand on a découvert la liste des livres, on a été très choquées*, raconte Ella, une brune aux yeux noisette. *Nous n'avions aucune idée de ce qui se passait, car ils n'ont jamais demandé leur avis aux élèves.* »

Leur dernière rencontre, en mars, était consacrée à *Out of Darkness*, d'Ashley Hope Pérez, une histoire d'amour dans les années 1930 entre un jeune Afro-Américain et une adolescente mexicaine au Texas. Petite fierté supplémentaire : des exemplaires du manuscrit avaient été envoyés par l'autrice, qui avait repéré leur compte Instagram. « *C'est important de permettre aux élèves d'avoir la possibilité de lire ces livres, ils nous ouvrent de nouvelles perspectives*, estime Alyssa. *Ce n'est pas grave si tout le monde ne les lit pas. Mais il faut qu'ils reviennent dans nos salles de cours.* »

Des éditeurs sont à la manœuvre. Le PDG de Penguin Random House, Markus Dohle, a récemment annoncé qu'il ferait don de 500 000 dollars (452 000 euros) à PEN America pour lutter contre les mises à l'index. Selon lui, il y va « *de l'avenir de notre démocratie* ». Les lecteurs, aussi, n'hésitent pas à réagir. Ils se sont rués sur *Maus*, après la mauvaise publicité qui lui a été faite. En quelques jours, la BD d'Art Spiegelman s'est installée dans la liste des meilleures ventes du *New York Times*. Deux mois plus tard, elle est toujours en rupture de stock sur le site américain d'Amazon.